

DÉMOCRATIE.

LIBERTÉ.

Rédacteur en Chef :

M. JEAN-JACQUES  
DANDURAN.

LA

PROPAGANDE

RÉPUBLICAINE.

Intérêts Moraux et Matériels. — Séances des Clubs.

PARAISANT LE DIMANCHE ET LE JEUDI.

FRATERNITÉ.

ÉGALITÉ.

BUREAUX :

Passage de l'Opéra, 12,

Chez M. BRETEAU, Libraire.



## DEUX MOTS.

Le soldat démocrate qui, dès le 6 août 1830, criait : Vive la République, dans la cour du Palais-Royal où les mercenaires d'un hypocrite se ruaient en nombre sur quiconque demandait autre chose qu'un roi, ce soldat meurtri, broyé, jura à la face du ciel qu'il ne laisserait ni paix ni trêve au monstre que les malédictions et le mépris universels accompagnaient aujourd'hui sur la terre d'exil. Ce soldat a tenu parole ; il est donc dispensé de toute profession de foi.

Mais qu'un peu d'orgueil soit permis à celui qui a pris part aux dangers et aux luttes de nos dix-huit dernières années ; car, à ce patrimoine de gloire, s'ajoute encore une constance inébranlable au milieu des tortures et des séductions policières, et des angoisses de la faim. Toute ma vie politique est dans ces deux mots, souffrance et persévérance. Ma foi républicaine, non plus que ma foi religieuse, ne s'est affaiblie un seul jour au choc des grandes épreuves... Je puis donc jouir en paix, et publiquement, du triomphe de la sainte cause de la liberté !

J. J. DANDURAN.

## Le Gouvernement provisoire.

Par le seul ascendant de leur probité, de leur patriotisme, les Citoyens qui sont investis du pouvoir républicain ont offert au monde ce spectacle sans exemple, sublime, d'un peuple justement indigné, bouleversant de fond en comble le vieil édifice social, sans qu'un seul

excès soit venu ternir la gloire du vainqueur. Ce fait, unique dans l'histoire, rehaussera encore, aux yeux de l'Europe, les nobles sentiments qui sont le partage de notre nation ; et s'il est un acte qui puisse nous acquitter dignement envers les éminents patriotes qui président aux destinées de la République, c'est assurément ce soin scrupuleux des hommes à la rude nature de ne point franchir les limites assignées aux légitimes fureurs. Les prolétaires avaient compris qu'en prenant une terrible initiative, le gouvernement provisoire tirait une lettre de change sur leur courage, leur humanité, leur honneur, et les prolétaires ont acquitté cette dette sacrée ! Gloire, gloire immortelle aux Citoyens qui sont à notre tête ; gloire, gloire immortelle à ce peuple qui a si bien deviné la pensée de ses chefs ! Gouvernants et gouvernés sont dignes les uns des autres : ils sont associés dans les louanges universelles qui saluent notre grande Révolution.

Et cependant il s'est trouvé des insensés... nous adoucissons les termes... il s'est trouvé des insensés qui ne voulaient voir là qu'un hasard, un accident heureux, un je ne sais quoi (*textuel*) dans cette dignité, dans cette magnanimité du combattant victorieux ; ils manifestaient, ils propageaient des doutes, des craintes qui mettaient en suspicion cette population, dont le dévouement a été jusqu'à braver l'intempérie d'une saison rigoureuse pour courir, nu-pieds, et presque à jeun, garantir les riches propriétés de ses misérables accusateurs ! Dans les mauvais cerveaux les sottes pensées naissent vite, et il s'est trouvé des meneurs qui ont attisé les sourdes haines pour

amener une manifestation, qui ne tendait à rien moins qu'à entamer le gouvernement. Meneurs, calomniateurs et imprudents, clamaient sur la place publique, après leur pacifique retraite de l'hôtel-de-ville, les mots de pillards, d'assassins !... Une fois encore le peuple méprisa ces provocations burlesques, comme il méprisa aussi la menace d'une prise d'armes pour obliger M. Ledru-Rollin à... s'en aller.

Ces faits sembleront incroyables ! et pourtant il faut les tenir pour vrais, puisque l'auteur de cet article jouait un rôle dans cette scène déplorable, à laquelle prirent part deux de ses amis politiques, anciens compagnons d'exil, les citoyens Chilman et Normand.

Le lendemain de cette manifestation dont le ponpon et le bonnet à poil n'étaient évidemment que le prétexte, du moins pour beaucoup de gardes nationaux, une contre-manifestation eut lieu. Une heure avait suffi, à chaque club, pour prévenir les sectionnaires, et fort peu d'entre eux manquèrent à l'appel. Deux cent mille hommes sillonnant Paris pendant une journée entière, deux cent mille républicains calmes, fiers et dignes, ont prouvé, une fois de plus, l'usage qu'ils savent faire du droit et de la force ; mais leurs ennemis ne devraient pas oublier que le droit et la force ne restent pas toujours pacifiques quand les provocations prennent un caractère trop sérieux.

Les républicains qui ont si chèrement acheté la liberté, l'égalité, s'enveloperaient tous, jusqu'au dernier, sous les barricades, plutôt que de laisser porter la moindre atteinte à leur conquête ; et les citoyens qui sont à la tête de la République ont trop bien mérité du pays pour

## DU CHRISTIANISME ET DE LA DÉMOCRATIE.

A MADAME VICTORIA COBOURG,

Reine et Papesse d'Angleterre.

## AVANT-PROPOS.

Il n'est aujourd'hui si mince discoureur ou écrivain, anglais ou français, autrichien ou napolitain, portugais ou russe, qui ne prétende avoir trouvé le secret de rendre heureux le genre humain. Et, qui l'eût pensé ? les Rois, les Reines, les Chefs de secte, les Papes, les Présidents et les Dictateurs, se mettent aussi de la partie ?... Ils ont des velléités de philanthropie toute neuve qu'ils veulent nous faire accepter, bon gré, mal gré !... Décidément, la vertu tourne au cataclysme.

Lorsque tant de bonheur le menace, le peuple, qui n'en a pas l'habitude, et qui, peut-être, aussi, reconnaît Guillot à son chapeau, ne sait plus auquel entendre ni à quel saint se vouer. Et, franchement, cette perplexité s'explique si l'on envisage, un petit, ce qui se passe en Portugal et en Irlande, en Sicile et en Pologne, dans la Galicie et dans le Milanais.

De l'intention au fait, que doit-on conclure, sinon que sur cent apôtres de la félicité universelle, on pourrait compter quatre-vingt-quinze hypocrites, ambitieux, niais ou insensés ? Et c'est dans de pareilles mains que le peuple mettrait ses destinées ! S'il en était ainsi, le peuple mériterait bien qu'on se moquât de lui comme on le fait depuis mille ans et plus.

Ayons le courage de le dire, et cramponnons-nous à cette vérité : Le Christianisme est le code des codes : le Christianisme, lui seul, peut ame-

ner le triomphe de la démocratie, de la morale, de la fraternité universelle, de la liberté.

Rallions-nous donc, sans zèle outré, comme sans arrière-pensée, au drapeau émancipateur qui flotte sur le monde : contentons-nous de ce qu'il promulgue ; n'exigeons pas plus, n'acceptons pas moins. Et, pour rendre plus claire ma pensée, je ferai allusion aux paroles d'un orateur célèbre (1) : celui qui veut plus que le Christianisme, moins que le Christianisme, autrement que le Christianisme, celui-là est un mauvais citoyen.

(1) Celui qui veut plus que la charte, moins que la charte, autrement que la charte, celui-là n'est pas bon Français. (Feytaud.)



que les vigilantes sentinelles de la démocratie permettent jamais aux réacteurs soudoyés d'accomplir leurs sinistres desseins. L'union et l'ordre doivent, sous le régime nouveau, amener parmi nous la prospérité et le bien-être : à l'abaissement a succédé la fierté nationale ; à la corruption, au pillage, ont succédé la morale et la probité.... et qui donc, grand Dieu ! à deux jours de notre abjection, oserait rêver le retour des royautés déchues ? Qui oserait souhaiter la retraite ou la désunion des hommes qui nous gouvernent et qui tiennent en leurs mains le salut de l'état !

Le gouvernement provisoire possède la confiance des honnêtes gens de tous les partis ; ses heureux efforts sont accueillis par la plus profonde reconnaissance. Qu'il continue son œuvre, alors, sans préoccupation aucune, et qu'il se rappelle, de temps à autres, que trois cent mille Parisiens armés veillent, comme lui, au salut de la liberté.

J. J. D.

Avant trois mois, la République française sera l'état le plus solide et le plus florissant du monde si le gouvernement provisoire veut marcher révolutionnairement. De la PROPAGANDE, de la PROPAGANDE ! voilà le cri des peuples de la vieille Europe. De la PROPAGANDE, et les rois corrupteurs, pillards et égorgeurs, iront dans quelque coin perdu du globe cacher leurs souillures et leurs forfaits.

Respect aux nationalités, respect aux croyances.... La démocratie étrangère sait que cette devise est sur notre drapeau. A l'œuvre donc ; que l'Irlande, deux fois notre sœur par la religion et par les idées, que l'Italie, que l'Allemagne, la Hollande, la Belgique, sortent enfin de leur servitude : que le collier de force et de misère soit brisé ! Surtout plus de chartes ; plus d'hypocrisie, plus de duplicité !

Et que cette sainte Pologne sorte de son cercueil ! Elevons un boulevard entre l'Occident et ce fou furieux qu'on appelle le Croquemitaine du Nord ; que le drapeau de la pensée soit aperçu aux endroits où flotta le drapeau de nos immortelles phalanges, et bientôt la République française recevra le congrès des peuples, qui fera mieux les choses que les congrès des rois.

## ABOLITION DE L'ESCLAVAGE.

Le citoyen ministre de la marine vient d'adresser aux différents gouverneurs des Colonies françaises, une circulaire dans laquelle il leur fait part de la constitution de la commission Schœlcher, et déclare compter sur la modération des blancs et sur la résignation des noirs pour le maintien de l'ordre aux colonies.

Nous pensons, nous, que l'on ne peut trouver là que l'expression d'une espérance, et que lorsqu'il s'agit d'une question aussi importante que celle qui a pour objet la conservation de nos colonies, ce n'est pas un espoir, mais bien une garantie que l'on doit rechercher.

Et d'abord, cet espoir est-il bien solidement fondé ?

Il nous semble que cela est aujourd'hui douteux.

Deux principes absolus sont en présence aux colonies ; d'un côté le principe de l'esclavage qui, pour les colons, est un véritable article de foi, en même temps que le contraire est pour eux un symbole de ruine. D'autre part, celui de la liberté qui est pour les noirs un impérieux besoin, en même temps qu'un droit inné. Peut-on bien espérer que ces deux fractions contraires attendront paisiblement le jugement de la métropole en conservant un calme parfait, alors que les nègres pourront à chaque instant demander par quelle inique inconséquence on leur laisse leurs fers, en leur disant qu'ils doivent être brisés.

Non, non, délibérer, c'est tout perdre : il faut fixer sans retard les bases principales de l'émancipation immédiate et proclamer à l'instant cette liberté qui doit être une religion pour tous les Français ; il faut envoyer sur l'heure dans nos possessions d'Amérique des hommes fermes, habiles et dévoués, et leur laisser une large initiative ; ils n'hésiteront pas à assumer sur leur tête l'immense responsabilité d'une si noble mission. C'est alors seulement que les Colons se résigneront d'eux-mêmes à chercher franchement avec nous et avec leurs anciennes victimes les moyens d'allier la liberté, l'humanité et la juste satisfaction de tous les intérêts, les leurs comme ceux des autres.

## LES ON DIT.

ON DIT qu'une très-haute dame, dont le mari était un favori du juste milieu, s'adressa,

ces jours derniers, au commandant du Louvre pour le prier de laisser sortir ses quatre chevaux... Après information suffisante, il fut reconnu que la noble dame n'avait jamais possédé que deux haridelles.

— ON DIT encore qu'un général réclamait six coursiers... Il fut reconnu que ce héros d'antichambre n'avait droit qu'à quatre chevaux de réforme.

Si le commandant du Louvre avait été un homme moins sévère, Louis-Philippe serait rentré, peu à peu, dans ses menues-propriétés.

— ON DIT enfin qu'un autre général, qui vit aujourd'hui à côté de son auguste maître, revendique un superbe carrosse... Vous verrez, je parie, qu'il n'a jamais possédé qu'un coucou vermoulu... lequel coucou a, sans doute, servi au départ si burlesque de la meilleure des royautés.

Des personnes bien informées assurent que, sous le règne de Louis-Philippe, la tolérance de certains Gouverneurs des Palais de l'état allait jusqu'à permettre la sortie de riches mobiliers que des employés transportaient en ville dans des logements particuliers. Ces employés, depuis longtemps destitués, posséderaient encore, ajoute-t-on, des Tapis et des Pendules d'un grand prix. Si ce fait est vrai, et nous le croyons vrai, on concevrait difficilement que le gouvernement provisoire n'eût pas fait rétablir immédiatement ces mobiliers dans les endroits d'où ils n'auraient jamais dû sortir...

Avis à qui de droit !

## AVIS DIVERS.

— M. Libri, qui avait été dénoncé au ministre de la justice pour soustraction de livres et manuscrits précieux dans les bibliothèques, s'est sauvé en Angleterre ; il était membre de l'Académie des sciences (section de géométrie), professeur au collège de France, professeur à la Faculté des sciences. Il était arrivé à ces trois positions par l'élection, mais par l'élection corrompue telle qu'on la pratiquait sous l'ex-monarchie.

Si tous les voleurs qui ont suivi le gouvernement déchu passaient la Manche, on pour-

A MADAME VICTORIA COBOURG,

## REINE ET PAPESSE D'ANGLETERRE

PARIS. FÉVRIER 1848.

Oui, madame, oui, vous êtes papesse, tout bizarre que cela semble dans le siècle où nous vivons. Ce titre de *Protectrice de la Foi par la Grâce de Dieu*, que les procureurs et les recors étalent si pompeusement en tête de leurs actes, vous est échu par droit de naissance, et ce droit, dans votre intelligente contrée, est incontestable, absolu, saint et sacré. Aussi, à part quelques millions d'Irlandais, de Juifs, et de Sectateurs plus ou moins excentriques, c'est-à-dire, à part les deux tiers de vos sujets, personne, que je sache, ne songe à gloser votre singulière papauté. Loin de là, chaque Anglican qui meurt, lègue à ses

descendants ses momeries et son intolérance, et, au train que vont les choses, on peut affirmer que les huées de l'Europe n'empêcheront pas vos hérétiques d'adorer, *for ever and ever*, ce que, probablement, ils n'ont jamais compris. Libre à eux, et tant mieux pour vous !

Mais moi, qui ne suis Anglais ni hérétique, et j'avoue que je n'en gémis point, je me permettrai, sans vergogne aucune, de discuter, à ma façon, la valeur et la dignité de cette *suprématie religieuse* qui s'abrite sous des adjectifs si ronflants et si creux. Cela vous semblera osé, irrévérencieux, j'imagine ? Un Français, un homme de peu, un obscur soldat de la phalange littéraire, dire la vérité à une reine d'Angleterre, à une Papesse, mère d'une demi-douzaine de gros Cobourgs !... Évidemment la chose ne se vit jamais dans votre île, où toutes les extravagances trouvent des milliers de flatteurs, quand on paie

des flatteurs, s'entend. Mais le pire instrument est celui qui n'a qu'une note, et c'est de l'uniformité qu'un jour le *spleen* vous vint... je romprai cette monotonie : je chanterai un autre air ! Et qui sait ? peut-être cette musique vous plaira-t-elle précisément à cause de sa nouveauté. Vous êtes fille d'Eve, après tout, et bâtie de chair et d'os comme la plus humble de vos servantes ; et, quoiqu'on die, vous ne descendez ni de la lune ni du soleil ; et ce serait bien plus à tort, ma foi, que vous vous croiriez échappée du cerveau de Jupiter ; car, si cette dernière origine était la vôtre, vous ne souffririez pas les louanges incongrues dont on vous assaille chaque jour. Insolents valets, valets titrés, très-plats, valets de plume, hypocrites valets, marchands et fabricants de sermons réformés :

« Détestables flatteurs, présent le plus funeste  
« Que puisse faire aux rois la colère céleste ! »



## LA PROPAGANDE RÉPUBLICAINE.

rait prendre l'Angleterre pour notre Botany Bay.

— TRAIT D'AUDACE. Un misérable, nommé de la Hodde, s'était glissé dans les bureaux de la Réforme, où son ardent républicanisme le fit remarquer. La révolution de Février fit de cet individu un secrétaire du préfet de Galice, mais voilà qu'un beau matin on découvre que ce de la Hodde faisait depuis beaucoup d'années le métier de mouchard et de délateur.

Ce crime abominable serait pourtant resté impuni, si le susdit de la Hodde n'était aujourd'hui arrêté pour vol.

Courage, citoyen Caussidière; vous tenez les archives de la police; étudiez la biographie des anciens et des nouveaux républicains.

— Il y a un *Sauve-qui-Peut* général de rois, de princes, de ducs plus ou moins grands. L'Allemagne offre en ce moment un spectacle vraiment grotesque. Ces Majestés et ces Altes- ses si hautaines, si dures au pauvre peuple, fuient à travers champs et cherchent leur salut dans les déguisements les plus carnavalesques. Un immense éclat de rire accompagne ces crétins; c'est le seul châtement qu'ils méritent!

La Presse publie une série d'articles sur les moyens de remédier à la crise financière, qui nous paraissent devoir venir en aide aux excellentes intentions du citoyen Garnier-Pagès. La persévérance de M. Émile de Girardin, dans cette question si ardue, mérite vraiment les éloges des bons citoyens.

— Le ministre des finances vient de prendre une mesure qui sauvegarde largement les intérêts des souscripteurs aux assurances sur la vie : Honneur à lui. Mais n'y a-t-il pas encore quelque chose à faire? N'y a-t-il pas de grandes améliorations à apporter dans l'organisation des tontines? Nous appelons l'attention du citoyen Garnier-Pagès sur les ressources que lui offrent ces établissements.

## LES TROTTOIRS.

Nous demanderons au gouvernement provisoire si le moment ne serait pas très-opportun pour obliger les propriétaires de la ca-

pitale à faire établir des trottoirs devant toutes les maisons qui en sont privées? Cette mesure aurait un double avantage; mais le plus immédiat, selon nous, serait celui de procurer un ouvrage utile aux ouvriers sans travail.

## CLUB de la Société des Droits de l'Homme

## ET DU CITOYEN.

## Séance d'inauguration des discussions publiques.

Pour mettre les citoyens à même de bien comprendre l'influence que les clubs doivent exercer sur le nouvel ordre de choses, il faut, de toute nécessité, sténographier les séances importantes. Par là, on aura une juste idée de l'éducation politique des nouveaux électeurs, et cette appréciation exacte aura une grande importance, au point de vue de l'organisation de notre République. Quand les membres de l'Assemblée nationale connaîtront bien les hommes dont ils doivent régler les destinées politiques et sociales, beaucoup d'hérésies seront écartées, et la constitution que nous attendons avec tant d'impatience portera l'empreinte des besoins du pays.

La séance est ouverte par la lecture de la déclaration des droits, à laquelle adhèrent les membres affiliés. On lit ensuite le règlement de la police de la salle.

Le citoyen Villain (président) prononce un discours où il passe en revue tous les méfaits de la vieille société; il indique, en peu de mots, la mission de la société nouvelle. Son langage concis et énergique est chaleureusement applaudi.

La parole est au vice-président, le citoyen Danduran :

Citoyens, un gouvernement inique, corrupteur et méprisé a disparu devant la volonté populaire. La victoire, si souvent disputée depuis l'intronisation des habiles de 1830, vient enfin d'être remportée par cette brave portion du peuple, qui ne recule jamais devant le danger, et qui, le lendemain de chaque conquête, voit, invariablement, le fruit de son héroïsme et de ses sacrifices passer aux mains des intriguants qui ne donnent aucun gage à la cause de la liberté.

Les mêmes effets sortiront-ils éternellement des mêmes causes? verrons-nous se renouveler aujourd'hui les scandales du passé? La confiance, l'intrépidité, l'abnégation sublime, toutes ces nobles vertus qui caractérisent si essentiellement notre nation, seront-elles encore une fois stériles? Encore une fois, ne saurons-nous utiliser au profit des masses ce que les masses ont scellé de leur sang? Voyez déjà, Citoyens, les nouveaux convertis, les habiles, les voraces, et même les sicaires du gouvernement que nous avons chassés, se ruer sur les sinécures;... voyez les éternels écumeurs qu'on retrouve à la queue de toutes les armées, pendant le combat, et à l'avant-garde, le lendemain de la victoire, voyez-les, dis-je, faisant l'assaut des antichambres ministérielles, attrapant, qui un commissariat, qui le gouvernement d'un château princier, les premières places de la magistrature, du parquet; dévorant enfin le gras et le maigre, mais la grasse curée préférablement.

Et nous resterions muets spectateurs en présence de tant d'effronterie? nous resterions indifférents en face des dangers qui menacent notre jeune gouvernement? Cela ne peut être : nous ne voulons pas que l'Europe ennemie puisse dire encore, avec raison, que nous sommes un peuple d'enfants incorrigibles; un peuple inconstant, oublieux, imprévoyant. Et, certes nous mériterions ces graves reproches, si nous ne mettions pas plus d'ordre et de raison dans notre conduite, plus de sérieux dans la pratique des affaires de l'état. Ce sont les demi-moyens, les tâtonnements, qui amènent les réactions violentes; c'est le mauvais entourage des gouvernants qui nous expose aux sordides menées, aux rumeurs mensongères, semées dans la cité, pour y répandre à dessein l'effroi et la désaffection; et ce sont tous ces maux réunis qui feraient espérer, aux réacteurs, une nouvelle sainte-alliance, le règne du sabre, de la légitimité, ou, peut-être, le démembrement de la France!

Et qu'on ne me traite pas d'alarmiste; les craintes que j'avoue ici sont profondes et réelles; et si je ne voyais pas un remède au mal que je signale, je me garderais bien de les exprimer.

Un gouvernement qui mérite notre profond respect, notre reconnaissance, a déjà fondé de grandes choses; ce gouvernement possède la

Et voilà l'engeance famélique que vous nourrissez! Ne feriez-vous pas mieux, madame, de donner vos deniers, qui sont ceux du peuple à cette malheureuse Irlande qui vous supplie et que vous laissez mourir de faim!

Mais, ne nous écartons pas trop de notre sujet; ne faisons pas de la tragédie; on la joue chez vous au naturel. Restons pour aujourd'hui sur le chapitre réjouissant et fécond de votre suprématie religieuse; et, pour parler sans circonlocutions ni ambages, je coupe court à l'exorde en déclarant que si je m'arroge le droit de tout dire, je repousse l'intention d'être offensant. L'insinuation est platitude ou injure, et je méprise cette arme-là. Or, sur tout, et à tous, que je blâme, que je loue, je dirai net et franc la vérité. Profession de foi et réserves sont faites; donc, Madame, si ma plume, involontairement acérée, chatouille un peu trop désagréablement votre

délicat épiderme, ne me jouez pas le mauvais tour de vous aller plaindre à mon gouvernement. Celui-ci est plus anglais que vous, Madame la Papesse, et il n'est pas meilleur chrétien : et, plus l'intention de ma lettre serait manifestement française, plus je serais sûr d'être happé. La chose est dure à confesser pour un Français quelque peu démocrate? Elle est autrement dure à supporter!... On la supporte pourtant; et nous la supporterons aussi longtemps que nous aurons, où vous savez, des Protégés de Sainte-Alliance, des Bastilles, des lois de Septembre, des Mouchards, des Fonds Secrets, des Scribouilleurs ministériels, mangeant notre argent, nous disant de gros mots, un Budget de 1700 millions, des Jurés triés, probes et libres, comme dit en riant un procureur retors, six ou sept cent mille hommes armés, tant civils que militaires, bien disciplinés et tirant droit, des Pairs de France,

au cœur oublieux et quelque peu coriace, des ministres incorruptibles, des Projets de loi, des Places, des Privilèges à vendre; et, par-dessus tout, trois cents Spartiates imperturbablement satisfaits! Voilà une portion du bilan de mes satisfactions, à moi; ne m'en procurez pas de pires en mettant à mes trousses, et Pairs et Députés, et Mouchards et Scribouilleurs, et Jurés triés et Lois de Septembre.... lois d'ivresse, de délire, comme dirait un faiseur de calembours. Expliquons-nous sans esclandre, sans bile; nous y gagnerons, vous et moi. Ce que je veux, c'est qu'il me soit permis, en défendant mon catholicisme, auquel je tiens fort, et qu'à dire d'experts John Bull calomnie, de rire un peu, comme vous riez vous-même sous cape, et de vos Théologastres et de votre grotesque Papauté.

Grotesque! le mot sonne mal, et je le déplore; mais notre langue est besoigneuse à l'endroit des



sympathie de tous les honnêtes gens. Mais il faut bien le dire, car on doit la vérité, surtout à ses amis, nos délégués du gouvernement provisoire ont commis une énorme faute en ne faisant pas un appel aux patriotes éprouvés, en n'acceptant pas le concours désintéressé des hommes énergiques qui sollicitaient, non les places, les sinécures ! mais les missions pénibles, les périlleux travaux.

Et quelle confiance le gouvernement peut-il avoir en des hommes qui étaient nos ennemis acharnés la veille, et qui, plus fort que nous, crient Vive la République, le lendemain ? Quelle peut être la foi nouvelle de ceux qui n'ont jamais eu de foi. La République, le Directoire, l'Empire, la Restauration, l'Empire et la Restauration encore, et le gouvernement qui vient de fuir si clandestinement, si lâchement, tout, ils ont tout servi, tout trahi ! et ce qu'ils ont fait, ils le feront encore.

Qu'on ne nous fasse pas l'injure de supposer qu'un seul patriote, un seul d'entre ceux qui ont fourni un fort enjeu dans la partie qui se joue depuis 1830, ait sollicité quelque sinécure, quelque gros emploi. Dix-huit années de sacrifices et de misère, d'insultes et de persécutions, ont enraciné dans le cœur des vrais patriotes cette fierté, cette résignation qui s'enorgueillit même de ses souffrances, car cette noble résignation est encore un exemple utile au pays.

Mais nous voulons conserver notre commune conquête. Nous voulons que la sainte cause qui nous a coûté tant de sacrifices, de sang et de larmes, grandisse et prospère parmi nous. Débarassons alors l'arbre si jeune et si frêle de nos libertés de ces vers rongeurs qui le

privent de sa sève... extirpons ces plantes vivaces qui lui dérobent l'air et le soleil. Il faut que cet arbre grandisse ; il faut que sa cime altière indique aux peuples de l'Europe que si, dans des temps malheureux, les mauvaises passions ont plané au-dessus de nos têtes, sous l'ère républicaine les nobles sentiments, eux seuls, peuvent grandir et rester debout.

En conséquence, citoyens, chacun de nous remplira un devoir sacré en soumettant à une sérieuse investigation les antécédents et le patriotisme des hommes qui sollicitent ou qui ont déjà obtenu des emplois : vous en accomplirez un non moins sacré, en n'envoyant à l'Assemblée nationale que des citoyens dont les sentiments républicains ne sauraient être douteux. Pour la première fois nous sommes appelés, nous, pauvres déshérités, à exercer un grand mandat !... Montrons, par l'usage que nous en saurons faire, combien les gouvernants que nous avons chassés étaient injustes lorsqu'ils nous déniaient un droit que tout homme tient de Dieu ; montrons enfin que nous sommes un peuple sage autant qu'intrépide ; que nous sommes en état de comprendre et de conserver le seul gouvernement qui convienne à des hommes d'élite, le gouvernement républicain. (Vifs applaudissements de l'assemblée entière).

*Le Citoyen Mathias* — Je répondrai au citoyen préopinant que les vrais républicains ne doivent pas craindre de harceler le gouvernement, s'il le faut, pour lui faire accepter les concours utiles. Quand on croit servir son pays, il ne faut pas craindre d'être assimilé aux vauriens qui, à ce qu'il paraît, assiègent

les ministères.

*Le Citoyen Vilain* (Président) est d'un avis contraire. Les républicains, dit-il, ne sollicitent pas ; on doit les connaître, et ce serait leur rendre justice que de venir à eux.

Nous ne voulons pas de censeurs, ajoute-il ; nous voulons seulement une chose, c'est que la république ne cherche pas les appuis où ils ne sont pas. Mais notre Club rendra service à la cause. Nous avons une organisation militaire ; et si les réacteurs se montrent, ils trouveront à qui parler. (Bravos prolongés.)

Dans une autre séance, une très-grave question fut agitée. Il s'agissait d'exprimer le vœu, au gouvernement provisoire, que les ateliers et les magasins fussent légalement fermés le jour des élections, afin que les ouvriers et les employés pussent aller voter sans être exposés à perdre leurs places. (Adopté).

Un membre demandait une indemnité pour la journée consacrée aux élections. Un tumulte effroyable accueillit cette motion malencontreuse. De toute part : C'est donc une corvée pour vous que l'exercice d'un si noble droit ? — Quand on passe trois jours sur les barricades, est-ce qu'on demande une indemnité ? — Vous pourrez ne pas aller voter. — Je demande qu'on punisse rigoureusement quiconque, sans motif légitime, ne participera pas à l'élection ! La proposition est écartée à l'unanimité des voix, moins une. La contre-épreuve, qui ne trouve qu'un seul bras levé, provoque un rire inextinguible et des quolibets qui accusent de forts bons sentiments, sans doute, mais qui sont fort peu parlementaires.

EN VENTE CHEZ TOUS LES LIBRAIRES :

## DU CHRISTIANISME ET DE LA DÉMOCRATIE

COMME BASE ET MOYEN DU BONHEUR DES HOMMES

Et de la Fraternité Universelle,

A MADAME VICTORIA COBOURG,

REINÉ ET PAPESSSE D'ANGLETERRE,

PAR JEAN JACQUES DANDURAN,

PRIX : 50 CENTIMES.

équivalents. Ne me chicanez pas pour si peu, Madame, et passons outre, s'il vous plaît.

Et d'abord, je rappelle vos titres : vous êtes Reine, Papesse, Épouse et mère de famille, quelque peu féconde, soit dit en passant. Voilà, certes, une jolie position sociale ; mais les devoirs qu'elle vous impose me semblent d'autant plus difficile à concilier. En effet, comme Reine, vous devez égal amour, protection égale à tous vos sujets, car ils sont tous vos enfants ; et, Papesse, vous envoyez aux enfers, et Catholiques et Juifs, et toutes les sectes qui diffèrent de la vôtre ! In extremis, les plus méritants ne peuvent espérer le purgatoire ; votre religion a fait disparaître ce qu'après boire, et du haut de la chaire, vos facétieux prédicants appellent la prison des Apostoliques romains. La chose, comme on voit, est claire et consolante : To be, or not to be : Être ou ne pas être : — Anglican pillard, bandit, assassin,

n'importe ? moyennant contrition légère et opportune, les cieux vous sont ouverts à deux battants : — Mais Catholique, et aussi saint homme que le bon Pie IX, c'est chez le diable que vous allez ! On voit bien que Messire Henri Huit, de respectable mémoire, a fondé cette religion-là.

Comme épouse, vous êtes sous la dépendance d'un mari qui peut bien n'être pas un saint, soit dit sans lui faire injure, et avoir plus à cœur les joies de ce monde que les félicités de l'autre ; et, dans ce cas ne serait-il pas apte et prompt à vous initier aux choses qu'une Papesse ne doit pratiquer ni connaître ? O Anglicans ! Anglicans ! ou vous êtes matérialistes comme des brutes, et je le crois, ou vous êtes archifous, et je le crois aussi.

Comme mère, enfin, non pas mère fictive, mais comme mère des Cobourgs, vos instants, votre sollicitude, la plus large part de votre vie, re-

viennent à vos marmots ? Eh bien ! si l'on distrairait de votre journée les heures que vous donnez à la politique, et si l'on ajoute à ceci les moments que vous consacrez aux plaisirs mondains, soient : bals, galas, chasse, raouts, concerts, spectacles, et le reste, comme dit le fabuliste, toutes choses tentantes de leur nature, et dont vous êtes friande, assure-t-on, que deviendront les intérêts matériels, moraux et spirituels de votre peuple ? Qui sera lésé, des sujets, de la religion, ou des marmots ? Qui trop embrasse mal étreint, enseigne l'adage ; or, je crains bien que ce qui moins vous soucie, religion et peuple, ne figure que pour mémoire dans la charte de vos devoirs. D'ailleurs, rien de plus menteur qu'une charte ! c'est assurément chez vous comme chez nous.

JEAN JACQUES DANDURAN.

La suite au prochain numéro.

Paris. — Imprimerie de Ph. Cordier, rue du Ponceau, 24.